



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale

19 août 2015

Français

Original : anglais

Anglais, espagnol, français et russe
seulement

Comité des droits de l'homme

Liste de points établie avant la soumission du cinquième rapport périodique du Bélarus*

À sa quatre-vingt-dix-septième session (A/65/40 (vol. I), par. 40), le Comité des droits de l'homme a mis en place une procédure facultative qui consiste à établir et à adopter une liste de points et à la transmettre à l'État partie avant que celui-ci ne soumette le rapport périodique attendu. Les réponses à cette liste constitueront le rapport de l'État partie au titre de l'article 40 du Pacte.

Renseignements d'ordre général sur la situation des droits de l'homme dans le pays, y compris sur les nouvelles mesures et les faits nouveaux concernant la mise en œuvre du Pacte

1. Donner des renseignements sur les mesures que l'État partie a prises pour donner effet aux recommandations les plus récentes du Comité (CCPR/C/84/Add.4 et Add.7), y compris toute statistique pertinente.
2. Indiquer aussi tout fait nouveau notable qui se serait produit dans le cadre juridique et institutionnel de promotion et de protection des droits de l'homme depuis l'adoption des précédentes observations finales, et donner notamment des exemples de cas dans lesquels les dispositions du Pacte ont été invoquées devant les tribunaux nationaux.

Renseignements concernant spécifiquement la mise en œuvre des articles 1 à 27 du Pacte, y compris au regard des précédentes recommandations du Comité

Cadre constitutionnel et juridique de l'application du Pacte (art. 2, 3 et 26)

3. Indiquer les mesures que l'État partie a prises ou est en train de prendre pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du Protocole facultatif et coopérer avec le Comité, en particulier en se conformant à ses demandes de mesures provisoires, notamment dans les affaires de condamnation à mort, et en donnant suite à ses constatations. Indiquer également quelles sont les procédures qui permettent de

* Adoptée par le Comité à sa 114^e session (29 juin-24 juillet 2015).



donner effet aux constatations adoptées par le Comité au titre du Protocole facultatif et décrire les mesures que l'État partie a prises pour assurer la pleine mise en œuvre de chacune des constatations adoptées en ce qui concerne l'État partie.

4. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 20), donner des renseignements sur les progrès réalisés dans l'instauration d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (résolution 48/134 de l'Assemblée générale, annexe).

Non-discrimination et interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse (art. 2, 3, 20 et 26)

5. Indiquer les mesures que l'État partie a prises ou est en train de prendre en vue d'adopter une législation complète contre la discrimination qui couvre aussi la sphère privée, interdise la discrimination directe, indirecte et multiple, contienne une liste exhaustive des motifs de discrimination, comprenant l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et prévoie des recours judiciaires et administratifs utiles.

6. Préciser si les discours inspirés par la haine sont interdits par la loi et si des mesures ont été prises pour : a) interdire les organisations et les activités de propagande organisées et d'autre nature qui contribuent et incitent à la discrimination raciale et aux discours inspirés par la haine; b) reconnaître la motivation raciste comme circonstance aggravante générale pour toutes les infractions pénales.

7. Présenter les mesures destinées à lutter contre la discrimination à l'égard des Roms et leur représentation négative/stéréotypée dans les médias, et pour leur assurer l'accès, dans des conditions d'égalité, à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et au logement. Indiquer également les mesures que l'État partie a prises pour régler la question du profilage racial des Roms par les agents des forces de l'ordre.

8. Présenter les mesures que l'État partie a prises pour : a) lutter contre la discrimination à l'égard des personnes handicapées et assurer à celles-ci l'accès à des formes appropriées d'éducation, d'emploi et d'aide sociale, ainsi que pour leur garantir de fait l'accessibilité des lieux publics et moyens de transport; b) lutter contre la discrimination et la stigmatisation dont sont l'objet les personnes vivant avec le VIH/sida.

9. Commenter les informations faisant état de discrimination, de harcèlement, d'une multiplication des propos homophobes et des discours inspirés par la haine, y compris dans les médias et proférés notamment par le Président, et de violences contre des lesbiennes, des gays, des bisexuels, des transgenres et des intersexués ainsi que des militants de ces communautés, et décrire les mesures que l'État partie a prises pour assurer la protection des victimes et remédier à l'impunité qui prévaut pour de tels actes.

Égalité entre les hommes et les femmes et violence à l'égard des femmes, y compris la violence familiale (art. 2, 3, 7 et 26)

10. Exposer les mesures prises pour : a) accroître la représentation des femmes aux postes de responsabilité dans les organes législatifs et exécutifs et dans l'appareil judiciaire, ainsi que dans le secteur privé; b) éradiquer les stéréotypes concernant les rôles, les responsabilités et l'identité des femmes et des hommes dans la famille et dans la société; c) réduire l'écart qui existe toujours entre les salaires des hommes et ceux des femmes.

11. Indiquer les mesures que l'État partie a prises pour prévenir et combattre toutes les formes de violence contre les femmes, y compris la violence familiale et le viol conjugal, notamment en ce qui concerne : a) les formations dispensées permettant de connaître la législation, de détecter les cas de violence et de savoir comment traiter ces situations; b) les mesures visant à encourager les signalements de tels cas, s'assurer qu'ils font l'objet d'une enquête effective et accorder aux victimes des réparations appropriées; c) le caractère suffisant des refuges et des autres ressources et services de soutien destinés aux victimes. Donner des précisions sur la mise en œuvre concrète des dispositions de la loi du 4 janvier 2014 relative aux fondements de la prévention des infractions qui portent sur la violence familiale. Indiquer si des mesures ont été ou sont en train d'être prises en vue d'adopter une législation spécifique incriminant la violence familiale et le viol conjugal. Donner également des informations sur le nombre de plaintes déposées par des victimes de violence familiale et sexuelle, les enquêtes effectuées, le type de peine prononcée et les réparations accordées aux victimes.

Droit à la vie (art. 6, 7 et 14)

12. Donner des informations sur les progrès réalisés dans les enquêtes sur : a) les cas de disparition forcée remontant à 1999 et 2000, en particulier ceux de Viktor Hanchar, Anatol Krasovsky, Yury Zakharenko et Dimitry Zavadsky; b) les cas des journalistes Veranika Charkasava (assassinée le 20 octobre 2004), Vasil Hrodnikau (trouvé mort le 18 octobre 2005) et Aleh Biabenin (trouvé mort le 3 septembre 2010). Donner également des informations sur les mesures que l'État partie a prises pour prévenir les décès en détention et sur le nombre de cas survenus depuis 2010, en précisant les causes ayant conduit à la mort, sur les enquêtes y relatives et sur les poursuites engagées contre les auteurs, notamment en ce qui concerne le cas du décès d'Ihar Ptichkin en août 2013 dans le centre de détention n° 1 (SIZO) de Minsk.

13. Eu égard aux précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 8), donner des renseignements sur les progrès accomplis en vue de l'abolition de la peine de mort. Décrire les mesures que l'État partie a prises, dans l'intervalle, pour : a) modifier les lois applicables pour qu'il soit interdit de ne pas informer à l'avance la famille d'un condamné à mort de la date de son exécution, de ne pas lui rendre le corps et de ne pas divulguer l'emplacement de sa tombe, conformément à l'article 7 du Pacte; b) faire en sorte que les personnes accusées d'un crime emportant la peine de mort bénéficient, dans la pratique, de toutes les garanties fondamentales d'un procès équitable; c) garantir l'exercice effectif du droit des condamnés à mort de solliciter une grâce ou la commutation de la peine. Préciser également si la législation existante prévoit la possibilité de se pourvoir en cassation contre des condamnations, y compris la peine de mort, prononcées en première instance par la Cour suprême.

Interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (art. 7)

14. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 9), commenter les informations indiquant :

a) Que des agents des forces de l'ordre, des agents du Comité de sécurité de l'État (KGB) et des agents pénitentiaires torturent et maltraitent des personnes privées de liberté, en particulier des militants de la société civile, dans les centres de détention provisoire et les établissements pénitentiaires, y compris pour extorquer des aveux utilisés ensuite comme éléments de preuve dans les tribunaux, et que les auteurs de tels actes jouissent d'une impunité généralisée;

b) Que les personnes qui dénoncent des actes de torture s'exposent à des représailles telles que le placement à l'isolement ou d'autres sévices physiques et psychologiques;

c) Qu'aucun mécanisme efficace et totalement indépendant n'a été mis en place pour recevoir les plaintes et enquêter sur les allégations de torture et de mauvais traitements, et que les auteurs présumés ne sont pas suspendus de leurs fonctions pendant l'enquête;

d) Qu'il est difficile d'apporter la preuve des lésions infligées aux détenus parce que les unités médicales font partie intégrante du système pénitentiaire.

15. Indiquer les mesures que l'État partie a prises pour : a) définir et incriminer la torture en tant qu'infraction autonome dans le Code pénal, conformément à l'ensemble des dispositions de l'article 7 du Pacte; b) faire en sorte que les allégations de torture et de mauvais traitements fassent rapidement l'objet d'enquêtes impartiales, notamment s'agissant des candidats et militants politiques arrêtés à l'approche de l'élection présidentielle en 2006 et pendant ou après les manifestations de l'opposition tenues le jour de l'élection en décembre 2010, par exemple Aliaksandr Kazulin, candidat à l'élection présidentielle de 2006, et Andrei Sannikau et Ales Mikhalevich, candidats à l'élection présidentielle de 2010. Donner des informations sur le nombre de cas signalés de torture et de mauvais traitements, les enquêtes menées et leurs résultats, y compris les peines prononcées contre les auteurs et les réparations accordées aux victimes.

Élimination de l'esclavage et de la servitude (art. 8)

16. Donner des informations sur les mesures que l'État partie a prises pour lutter contre toutes les formes de travail forcé. Exposer aussi les mesures qu'il a prises pour : a) mettre en place un mécanisme national officiel d'identification et de prise en charge des victimes, afin d'améliorer le recensement des victimes de la traite, et assurer une formation spécialisée à tous les acteurs participant au processus d'identification; b) faire en sorte que les affaires de traite des personnes, y compris les cas de travail forcé et de prostitution forcée, fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites effectives; c) accroître les ressources allouées aux services qui aident et protègent les victimes. Expliquer le faible nombre de poursuites engagées en vertu de l'article 181 du Code pénal et préciser si l'achat ou la vente d'une personne est toujours un élément constitutif obligatoire de l'infraction de traite des personnes. Fournir des statistiques sur le nombre de cas de traite à des fins d'exploitation sexuelle et d'exploitation par le travail, les enquêtes ouvertes et les poursuites engagées, et les condamnations pénales effectivement prononcées en vertu de l'article 181 du Code pénal.

Liberté et sécurité de la personne et traitement humain des personnes privées de liberté (art. 9 et 10)

17. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 10), indiquer les mesures que l'État partie a prises pour garantir que : a) la détention provisoire d'une personne ne peut être ordonnée que par un juge et pas seulement en fonction de la gravité de l'infraction; b) le contrôle judiciaire d'une telle détention satisfait aux normes énoncées à l'article 9 du Pacte. Donner aussi des renseignements sur les mesures non privatives de liberté pouvant se substituer à la détention provisoire et sur leur application dans la pratique.

18. Expliquer en quoi la pratique consistant à procéder à des arrestations préventives, des arrestations administratives et des détentions arbitraires de personnes avant des événements politiques ou sociaux importants est compatible avec l'article 9 du Pacte. Commenter les informations indiquant que les autorités soumettent parfois

les défenseurs des droits de l'homme à des traitements psychiatriques forcés, et fournir à cet égard des renseignements concernant les allégations suivantes : a) la mise au secret et le traitement psychiatrique forcé d'un médecin en 2013, au motif qu'il avait enquêté sur la corruption au sein des services de santé à Vitebsk; b) le traitement psychiatrique forcé d'Andrey Kasheuski, militant de l'opposition et distributeur de journaux, au motif qu'il avait porté un ruban symbole des manifestations « Euromaïdan ».

19. Commenter les informations indiquant que : a) d'anciens prisonniers politiques qui ont été graciés sont encore sous le coup d'une procédure de supervision préventive qui limite leur liberté de circulation et les oblige à se présenter régulièrement à la police; b) leurs droits civils et politiques n'ont pas été intégralement rétablis, puisqu'ils ont interdiction de postuler à un emploi public ou d'occuper un tel emploi et doivent observer certaines restrictions, notamment un couvre-feu, l'interdiction de participer à des manifestations et l'obligation d'informer les autorités de tout changement concernant leur lieu de résidence.

20. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 11), décrire les mesures que l'État partie a prises pour prévenir et réduire la surpopulation carcérale et pour améliorer les conditions de détention. Répondre aux allégations faisant état d'une alimentation de qualité médiocre, d'articles sanitaires et hygiéniques en nombre insuffisant, de traitements médicaux inappropriés, d'un matériel de couchage insuffisant et de la pratique du sommeil en alternance, ainsi que d'un risque élevé de contracter des maladies chroniques pour les détenus des prisons de Minsk et Baranavichy et des cellules disciplinaires des colonies de Navapolatsk et Ivatsevichy en raison du froid et de l'humidité. Indiquer si les personnes privées de liberté disposent d'un mécanisme de plainte indépendant et opérationnel, notamment en ce qui concerne les violences sexuelles dans les lieux de détention. Répondre également aux préoccupations exprimées au sujet de l'indépendance et de l'efficacité des commissions de surveillance publique, en particulier pour ce qui est du traitement des plaintes des détenus.

21. Commenter les informations indiquant que les prisonniers politiques qui exécutent leur peine subissent des sanctions administratives pour des infractions supposées au règlement intérieur, entraînant parfois l'allongement de leur peine, et sont privés du droit de recevoir des visites de leur famille ou de recevoir des colis. Décrire aussi les mesures que l'État partie a prises pour que les sanctions disciplinaires ne soient pas imposées de manière arbitraire dans les prisons et préciser si des procédures d'appel utiles et un mécanisme de surveillance sont en place pour contrôler ces sanctions.

Droit à un procès équitable et indépendance de la magistrature (art. 14)

22. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 13), exposer les mesures que l'État partie a prises pour garantir, dans la pratique, l'indépendance et l'impartialité totales des juges vis-à-vis du pouvoir exécutif, notamment en garantissant leur inamovibilité. Donner des renseignements sur les procédures et les critères de sélection, de nomination, de promotion, de sanction disciplinaire, de suspension et de révocation des juges et sur le rôle du pouvoir exécutif dans ces processus. Décrire aussi les mesures que l'État partie a prises concernant : a) les allégations de jugements à motivation politique et de partialité du ministère public; b) l'existence d'un parti pris en faveur de l'accusation, comme l'a reconnu la Cour suprême dans ses examens, et le très faible taux d'acquiescement; c) le non-respect des décisions de la Cour constitutionnelle.

23. Commenter les informations indiquant que les autorités n'ont pas respecté les garanties d'une procédure régulière lors des procès visant des candidats de l'opposition et des militants des droits de l'homme à la suite des élections présidentielles de 2006 et 2010, y compris en limitant le droit à un procès public et le droit d'avoir accès à un avocat et en violant le droit à la présomption d'innocence et le principe de l'égalité des armes.

24. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 14), commenter les informations indiquant que l'indépendance des avocats est compromise, notamment en raison de l'obligation de s'inscrire à un barreau contrôlé par l'État. Commenter les informations faisant état d'actes de harcèlement et d'intimidation visant des avocats, d'une ingérence générale dans leur travail, y compris des atteintes à la confidentialité des relations entre l'avocat et son client, et de radiations du barreau arbitraires, visant en particulier les avocats ayant exprimé publiquement leur préoccupation au sujet de la torture et ceux travaillant sur des affaires politiquement sensibles ou représentant des candidats de l'opposition aux élections présidentielles de décembre 2010.

Liberté de circulation (art. 12)

25. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 12), préciser si le système d'enregistrement obligatoire du domicile (*propiska*) a été aboli et indiquer quelles sont les restrictions à la liberté de quitter le pays prévues par la législation, en expliquant en quoi elles sont conformes à l'article 12 du Pacte. Commenter également les informations faisant état de restrictions arbitraires à la liberté de circulation de défenseurs des droits de l'homme, d'avocats et de journalistes, à qui il est interdit de se rendre à l'étranger, et donner des précisions sur l'expulsion de la défenseuse des droits de l'homme biélorussienne Elena Tonkacheva, qui aurait été liée à ses activités.

Droit au respect de la vie privée et à la vie de famille (art. 17)

26. Préciser si les mises sur écoute téléphonique et autres méthodes d'enquête similaires ne peuvent être autorisées que par un tribunal. Commenter les informations indiquant que les données personnelles ne sont pas suffisamment protégées en droit et dans la pratique et, à cet égard, fournir des renseignements sur la législation relative à la protection des données personnelles et sur les garanties juridiques en place pour protéger contre les immixtions arbitraires dans la vie privée des individus, y compris s'agissant de la protection de leurs données personnelles, ainsi que l'application de cette législation dans la pratique. Expliquer également en quoi les pratiques ci-après, qui seraient en vigueur, sont compatibles avec l'article 17 du Pacte : a) l'utilisation du système de surveillance sur Internet « SORM » et l'obligation faite aux fournisseurs d'accès à Internet d'enregistrer des données sur les activités de leurs clients et de les conserver pendant un an (décret présidentiel n° 60 du 1^{er} février 2010); b) l'obligation faite aux fournisseurs d'accès à Internet de conserver toutes les informations relatives aux activités de leurs abonnés sur Internet pendant un an (décret n° 6 du Ministère des communications et de l'informatisation, daté du 18 février 2015).

Liberté de conscience et de religion (art. 2, 18 et 26)

27. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 16), indiquer l'état d'avancement du projet de loi sur l'objection de conscience au service militaire qui a été soumis à la Chambre des représentants en novembre 2014. Préciser, entre autres, si un texte de loi, adopté ou à l'état de projet, étend le droit à l'objection de conscience au service militaire aux personnes sans conviction religieuse, si la durée du service de remplacement est égale

à celle du service militaire et, dans le cas contraire, quelles sont les raisons justifiant cet écart.

28. Expliquer en quoi les restrictions imposées à l'exercice de la liberté de religion, notamment la complexité des formalités relatives à l'enregistrement obligatoire des communautés religieuses, l'autorisation que doit accorder l'État pour tout exercice public d'une religion et les sanctions en cas d'activité religieuse non autorisée, sont compatibles avec les obligations qui incombent à l'État partie en vertu de l'article 18 du Pacte. Commenter également les informations faisant état d'hostilité et d'actes de harcèlement à l'égard de membres de minorités religieuses, notamment le refus de permis pour l'établissement de lieux de culte et la réalisation de perquisitions dans leurs résidences privées.

Libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association, et droit de prendre part à la vie publique (art. 19, 21, 22 et 25)

29. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 17), commenter les informations concordantes faisant état de restrictions arbitraires de la liberté d'expression en droit et dans la pratique, notamment : a) les restrictions à l'accès à des informations d'intérêt public; b) le contrôle des médias par l'État et le harcèlement et la censure dont font l'objet les médias indépendants; c) l'accréditation obligatoire des journalistes par les autorités et les pénalités imposées aux journalistes non accrédités; d) la restriction de la liberté d'expression sur Internet et les règles journalistiques supplémentaires appliquées aux médias en ligne; e) l'incrimination pénale de la calomnie et de la diffamation; f) la mise à l'index d'artistes, et l'exercice de pressions sur les stations de radio pour qu'elles ne diffusent pas la musique de ces artistes. Commenter les allégations faisant état d'une généralisation des pressions, du harcèlement et de la répression à l'égard des militants de la société civile, des journalistes de l'opposition, des médias indépendants et des opposants politiques, y compris sous forme d'actes de violence, de perquisitions des domiciles et des bureaux, de la confiscation d'équipements et de documents, de placements sous surveillance policière, d'arrestations arbitraires pour des infractions administratives hypothétiques, de poursuites pénales à motivation politique et de campagnes de dénigrement menées par les médias contrôlés par l'État, notamment pendant ou juste après les élections présidentielles et parlementaires.

30. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 18), expliquer en quoi les restrictions à l'exercice de la liberté de réunion pacifique, telles que celles énoncées dans la loi sur les événements de masse, notamment celles indiquées ci-après, sont compatibles avec les obligations qui incombent à l'État partie en vertu du Pacte : a) la nécessité d'obtenir une autorisation préalable pour tenir un rassemblement, autorisation qui est régulièrement refusée; b) les exigences qualifiées d'excessives auxquelles doivent satisfaire les organisateurs de manifestations en matière de maintien de l'ordre public, de sécurité, de services médicaux et de nettoyage; c) la restriction des manifestations à certains lieux autorisés et la limitation de la taille des manifestations organisées par des personnes physiques; d) l'interdiction des manifestations visant à faire connaître les problèmes existants dans le domaine des droits de l'homme ou la participation à un processus électoral et l'interdiction absolue des manifestations spontanées pacifiques, des manifestations simultanées et des contre-manifestations.

31. Commenter les informations concordantes faisant état de violations concrètes de la liberté de réunion, notamment sous forme de mesures répressives prises par les forces de l'ordre, d'usage excessif de la force, d'arrestations et de détentions arbitraires, et de lourdes amendes, de placements en rétention administrative ou de

peines de prison visant des journalistes, des militants de l'opposition et des défenseurs des droits de l'homme exerçant leur droit de réunion pacifique, y compris :

a) À l'approche du championnat du monde de hockey sur glace, en mai 2014, la détention préventive et arbitraire, sur la base de fausses accusations, puis la mise en rétention administrative de dizaines de militants des droits de l'homme appelant au boycott du tournoi;

b) Lors des « manifestations silencieuses » contre le Gouvernement, qui ont débuté le 3 juillet 2011, au cours desquelles la police aurait fait un usage excessif de la force et arrêté et détenu arbitrairement un grand nombre de manifestants pacifiques;

c) Lors de la répression des manifestants présents sur la place de l'Indépendance le soir de l'élection présidentielle (19 décembre 2010) et dans la période qui a suivi, qui a donné lieu à des violences policières, à des arrestations de masse, à des placements en détention et à des peines administratives et pénales prononcées contre des candidats de l'opposition, des militants de l'opposition et des journalistes.

32. Compte tenu des précédentes observations finales du Comité (voir CCPR/C/79/Add.86, par. 19), donner des renseignements sur les mesures prises pour garantir, en droit et dans la pratique, le libre exercice de la liberté d'association, y compris les mesures destinées à régler les problèmes suivants : a) les règles d'enregistrement contraignantes pour les associations publiques, et notamment les informations faisant état de refus fréquents pour des motifs politiques ou discriminatoires, en particulier dans le cas d'organisations de lesbiennes, de gays, de bisexuels, de transgenres et d'intersexués et du centre des droits de l'homme Viasna; b) l'incrimination pénale de la participation aux activités d'associations non enregistrées; c) les restrictions au financement par des sources étrangères, notamment la nécessité de faire approuver de tels financements par les autorités et l'incrimination pénale de tout financement étranger non autorisé; d) les actes de harcèlement et d'intimidation visant des organisations de la société civile enregistrées dont les activités sont perçues comme étant contraires aux politiques et aux pratiques de l'État. Donner aussi des renseignements sur les mesures que l'État partie a prises pour garantir la liberté d'enregistrement et de fonctionnement des syndicats et commenter les informations faisant état d'ingérence dans les activités de syndicats indépendants, en particulier dans l'important secteur public, et d'actes d'intimidation visant des dirigeants syndicaux et des syndicalistes, y compris de passages à tabac, d'arrestations et de mises en détention.

33. Commenter les informations faisant état de pressions, de persécutions, d'intimidations, d'actes de harcèlement et de mises en détention dont ont fait l'objet des électeurs et des candidats de l'opposition, notamment à l'occasion des élections de 2010 qui ont vu cinq candidats de l'opposition être condamnés à des peines de prison. Expliquer en quoi les faits suivants sont compatibles avec les obligations qui incombent à l'État partie en vertu des articles 19 et 25 du Pacte : a) les restrictions qui auraient été imposées s'agissant de l'accès des candidats de l'opposition aux médias; b) l'incrimination pénale des appels au boycott des élections; c) l'engagement de la responsabilité administrative pour la conduite d'enquêtes d'opinion sans accréditation spéciale de l'Académie nationale des sciences du Bélarus.